

Collectif pour la grève générale

Collectif départemental interprofessionnel de l'Ain

pourlagrevegenerale@yahoo.fr

Nous vivons, depuis deux ans, une régression sociale sans précédent :

- aggravation des injustices sociales : alors que les profits explosent, la paupérisation et la précarisation s'accroissent.
- sabotage des services publics.
- atteintes aux libertés publiques.

Sous couvert de défendre l'intérêt général, c'est une politique de classe que mène sans vergogne ce gouvernement.

Les journées d'actions ponctuelles ont montré leurs limites :

- il ne s'agit plus aujourd'hui de faire grève ou de manifester pour se compter.
- Il faut construire un véritable rapport de forces pour mettre un terme à cette régression et aller vers une société plus juste et plus libre.

La Guadeloupe, la Martinique ont démontré que seule la grève générale permettait de gagner.

« La grève générale ne se décrète pas » : voilà la ritournelle rituelle qui sert à justifier des actions sans lendemain qui nous conduisent systématiquement à l'échec.

La grève générale ne se décrète pas mais elle se construit. Encore faut-il en avoir la volonté.

Le « collectif pour la construction de la grève générale », constitué de travailleurs syndiqués et non syndiqués du privé et du public, de chômeurs, de retraités, de lycéens, d'étudiants, de citoyens, s'efforce de contribuer à cette construction.

Le « collectif pour la construction de la grève générale » lutte pour la satisfaction de revendications concrètes immédiates (votées en AG le 19 mars à l'issue de la manifestation) :

- Augmentation du SMIC et des minima sociaux à 1500 euros (net), avec indexation des salaires et des retraites sur l'inflation.
- Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- Augmentation des salaires : 300 euros pour tous.
- Indemnisation du chômage partiel à 100%, avec rétroactivité pour celles et ceux qui sont déjà en chômage partiel.
- Transformation des emplois précaires en CDI.
- Blocage des loyers, interdiction des expulsions.
- Arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et création des emplois nécessaires (au retour d'un service public de qualité et de proximité).
- Retrait de la RGPP
- Arrêt des privatisations des services publics et socialisation des services déjà privatisés.
- Retrait des contre-réformes Darcos et Péresse dans l'Education et la Recherche.
- Retrait de la contre réforme Bachelot de l'hôpital et accès aux soins gratuits pour tous.
- Retraites : retour aux 37,5 années de cotisation pour tous.
- Abrogation des décrets Hortefeux.
- Suppression de toutes les nouvelles restrictions au droit de grève et à la liberté d'expression !

Nos revendications sont réalistes et peuvent être satisfaites immédiatement :

- **C'est la crise ? Pas pour tout le monde !**
- **De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !**

La lutte appartient à celles et ceux qui la mènent .